Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L
26 FEV 1964
Transmis au M.I. - Coordination
Overgemaakt aan de H.

C.

MTL. L.8597/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

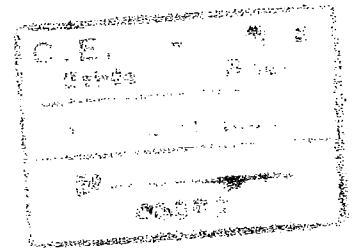
AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant et coordonnant" l'arrêté royal "du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat", a donné le 30 décembre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e november 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit " tot wijziging en coördinatie" van het koninklijk besluit "van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling van de Rijksambtenaren", heeft de 30e december 1963 het volgend advies gegeven :



Le projet d'arrêté royal portant réforme de la situation administrative des agents de l'Etat (L. 8593) contient en annexe l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat.

Le texte de cet arrêté royal comprend non seulement les modifications résultant des arrêtés royaux des 28 juin 1960, 14 mars 1961 et 26 juin 1962, mais également de nombreuses modifications que le Gouvernement entend actuellement lui apporter.

La plupart de ces dernières modifications sont rendues nécessaires en raison des nouvelles règles prévues dans le statut des agents de l'Etat et de la nouvelle terminologie qui y est employée.

Sur les 34 articles de l'arrêté royal du 27 janvier 1953 :

- 7 sont omis,
- 19 sont modifiés, dont quelques-uns assez profondément,
- 8 ne subissent pas de modification.

Il paraît dès lors, sinon nécessaire, tout au moins très utile de prendre un nouvel arrêté. Le Conseil d'Etat, toutefois, ne donne pas son avis sur les dispositions qui sont appliquées depuis plusieurs années, sauf en ce qui concerne certains articles dont le libellé n'est plus en concordance avec la législation ou la réglementation actuelle.

\+

\+ \+

.../...

Le préambule du nouvel arrêté devrait comprendre le visa de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution. Devraient, en outre, y être mentionnés, l'avis du comité général de consultation syndicale et l'avis du Conseil d'Etat.

\+

\+ +

Le projet est divisé en trois titres; ceux-ci ne comprennent aucune subdivision.

Généralement, dans un tel cas, on n'emploie pas la division en titres, mais bien en chapitres.

\+

\+ +

Le projet emploie dans ses articles 5, 6, 8, 9, 14, 15, 23 et 25 l'expression "le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions".

Le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il a faite concernant cette expression dans son avis relatif au projet modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (L.8594).

\+

\+ +

.../...

Article 2.

L'article 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Lorsqu'un emploi permanent dans une administration de l'Etat est supprimé, il est procédé, dans cette administration et, s'il y a interpénétration des cadres avec d'autres administrations du même Ministère, dans toutes ces administrations, à une nouvelle répartition, dans le niveau dont relève l'emploi supprimé, des emplois permanents de même grade, de grade équivalent ou de grade inférieur à celui de l'emploi supprimé".

\+ +

L'article 2, alinéa 4, du projet dispose :

"La nouvelle affectation s'opère selon l'ordre du classement qui résulte de l'article 63 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937".

Une telle disposition, qui ne fait qu'annoncer certaines modalités mises à la réaffectation, n'est nullement nécessaire, l'article 12 du projet prévoyant qu'à égalité de rang, les agents "se départagent entre eux selon le classement qui résulte de l'article 63 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937".

Si cette disposition est maintenue, il y aurait lieu de la compléter, car l'article 63 du statut n'a trait qu'au classement des agents de même rang.

.../...

Il est suggéré de reprendre le texte de l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 janvier 1953, modifié par l'arrêté royal du 14 mars 1961 :

"La nouvelle affectation s'opère selon les critères fixés aux articles 11, 12 et 13 du présent arrêté".

\+

\+ +

Article 3.

Le projet d'arrêté royal relatif à la disponibilité des agents de l'Etat, qui fera l'objet de l'avis L. 8655, prévoit en son article 10 la réaffectation de l'agent qui, au terme de sa mise en disponibilité, sollicite sa réintégration alors qu'il a été remplacé dans son emploi; ce cas devrait normalement être prévu à l'article 3 du présent projet.

\+

\+ +

Article 5.

L'article 5, alinéa 3, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Chacune de ces listes indique le grade de chaque emploi, le niveau de ce grade, le rôle linguistique de l'agent qui l'occupait, ainsi que les conditions imposées pour l'obtenir".

\+

\+ +

.../...

Articles 6 et 8.

L'article 6, alinéa 2, du projet dispose :

"Elles font connaître à ce même Ministre, avec indication de leur grade, de leur classement et de leur rôle linguistique, le nom des agents en disponibilité sur base de l'article 10 de l'arrêté royal du ... ".

Suivant les déclarations du fonctionnaire délégué du Ministre, l'article 10 est celui d'un arrêté relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat (L. 8655) dont le projet vient d'être soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Il y aura lieu de compléter l'article 6 du projet lorsque ce nouvel arrêté sera pris.

La même observation doit être faite concernant l'article 8 du projet.

\+

\+ \+

Article 7.

L'article 7 du projet est rédigé de la manière suivante :

"Les autorités chargées du recrutement du personnel des administrations de l'Etat ne peuvent procéder à aucun recrutement, ni organiser aucune épreuve de recrutement au mépris des droits que confère le présent arrêté aux agents à réaffecter".

.../...

En faisant appel "aux droits" de l'agent à bénéficier d'une mesure de réaffectation, le projet emploie une terminologie inhabituelle en matière de statut des agents de l'Etat. Par souci de concordance, il est suggéré de rédiger l'article 7 du projet de la manière suivante :

"Article 7.-

Les autorités chargées du recrutement du personnel des administrations de l'Etat ne peuvent procéder à aucun recrutement, ni organiser aucune épreuve de recrutement avant que les agents bénéficiaires du présent arrêté aient été réaffectés."

\+

\+ +

Article 12.

Au sujet de la référence à l'article 63 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation faite concernant cet article dans son avis L. 8594.

\+

\+ +

Article 17.

L'article 17 du projet dispose :

"Article 17.-

Le présent arrêté est applicable aux stagiaires candidats agents de l'Etat.

.../...

Les périodes d'instance de réaffectation sont suspensives du stage".

Cette disposition appelle trois observations.

I. La réaffectation suppose nécessairement que l'agent occupait un emploi qui a été supprimé ou qui lui a été enlevé pour des raisons d'inaptitude physique. Elle ne peut se concevoir à l'égard de stagiaires candidats agents du premier niveau, qui, pendant leur stage, n'occupent pas d'emploi.

L'article 17 du projet doit, dès lors, être modifié, afin d'en faire ressortir qu'il n'est pas applicable aux stagiaires candidats agents du premier niveau.

II. Par contre, la réaffectation semble possible pour les stagiaires candidats agents des trois autres niveaux. Ils n'ont plus la qualité d'agent de l'Etat (article 27 du statut - L. 8594), mais ils occupent, cependant, suivant les déclarations du fonctionnaire délégué du Ministre, des emplois; l'article 34 du statut semble confirmer ce point de vue lorsqu'il prévoit que le stage peut être prolongé moyennant notamment "une proposition provisoire du chef de service qui a le stagiaire intéressé sous ses ordres".

Le Conseil d'Etat renvoie à l'avis qu'il a émis concernant le projet L. 8594 et dans lequel il estime qu'il y aurait lieu d'apporter des précisions sur la situation exacte des stagiaires candidats agents de l'Etat des niveaux 2, 3 et 4.

.../...

III. Les périodes d'instance de réaffectation sont considérées comme des périodes d'activité (article 24 du projet).

L'article 17 n'est dès lors pas en concordance avec l'article 27quater du statut (L. 8594), qui dispose :

"Sans préjudice des dispositions qui sont ou pourraient être prises concernant la suspension du stage à l'égard des stagiaires du niveau I, toute position administrative autre que l'activité de service suspend le stage".

Comme le Conseil d'Etat le déclare dans son avis relatif au statut (L. 8594), il y aurait lieu de compléter l'article 27quater, afin d'y prévoir l'hypothèse des périodes de réaffectation.

\+

\+ \+

Article 21.

Pour les raisons émises sous l'article 7, il y aurait lieu de rédiger l'article 21, alinéa 2, du projet de la manière suivante :

"Les agents réaffectés provisoirement doivent bénéficier d'une mesure de réaffectation définitive conformément à l'article 20".

Het ontwerp-koninklijk besluit houdende hervorming van de administratieve toestand van het Rijkspersoneel (L. 8593) bevat als bijlage het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling der Rijksambtenaren.

De tekst van dat koninklijk besluit bevat niet alleen de wijzigingen die gevolgd zijn uit de koninklijke besluiten van 28 juni 1960, 14 maart 1961 en 26 juni 1962, maar ook vele wijzigingen welke de Regering er nu in wil aanbrengen.

De meeste van de laatste soort wijzigingen zijn nodig geworden wegens de nieuwe regelen en de nieuwe terminologie van het statuut van het Rijkspersoneel.

Op de 34 artikelen van het koninklijk besluit van 27 januari 1953, zijn er :

- 7 weggelaten,
- 19 gewijzigd, waarvan enkele vrij grondig,
- 8 ongewijzigd gebleven.

Het lijkt derhalve, zo niet noodzakelijk dan toch zeer nuttig, een nieuw besluit vast te stellen. De Raad van State geeft echter geen advies over bepalingen die reeds verscheidene jaren worden toegepast, behalve voor sommige artikelen waarvan de tekst niet meer in overeenstemming is met de huidige wetten of verordeningen.

\+

\+ \+

.../...

De aanhef van het nieuwe besluit zou moeten verwijzen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, en ook naar het advies van de algemene syndicale raad van advies, en van de Raad van State.

\+

\+ +

Het ontwerp is verdeeld in drie titels die zelf niet onderverdeeld zijn.

In zo'n geval worden de teksten doorgaans niet in titels maar in hoofdstukken onderverdeeld.

\+

\+ +

In de artikelen 5, 6, 8, 9, 14, 15, 23 en 25 gebruikt het ontwerp de term "de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort".

De Raad van State verwijst naar de opmerking die hij daarover maakt in zijn advies over het ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (L. 8594).

\+

\+ +

Artikel 2.

Artikel 2, eerste lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"Wanneer een vaste betrekking in een Rijksbestuur wordt opgeheven, worden in dat bestuur en, indien er interpenetratie der kaders met andere besturen van

.../...

hetzelfde Ministerie bestaat, in al die besturen, in het niveau waartoe de opgeheven graad behoort, de vaste betrekkingen van dezelfde graad, van een gelijkwaardige graad of van een lagere graad dan die van de opgeheven betrekking opnieuw verdeeld" .

\+ +

Artikel 2, vierde lid, van het ontwerp bepaalt :

"De nieuwe tewerkstelling geschiedt in de volgorde van de rangschikking welke voortvloeit uit artikel 63 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937".

Deze bepaling is slechts een aankondiging van bepaalde toepassingsregelen inzake wedertewerkstelling en is niet noodzakelijk, want artikel 12 bepaalt : "Bij gelijke rang worden de te werk te stellen ambtenaren onderling geschift volgens de indeling welke voortvloeit uit artikel 63 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937".

Wordt die bepaling gehandhaafd, dan moet zij worden aangevuld, want artikel 63 van het statuut heeft alleen betrekking op de indeling van de ambtenaren van dezelfde rang.

Voorgesteld wordt, de tekst van artikel 2, vierde lid, te lezen overeenkomstig die van het koninklijk besluit van 27 januari 1955 , gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 maart 1961 :

"De nieuwe tewerkstelling geschiedt overeenkomstig de maatstaven bepaald in de artikelen 11, 12 en 13 van dit besluit".

\+

\+ +

.../...

Artikel 3.

Het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel, waarover geadviseerd wordt onder L.8655, handelt in zijn artikel 10 over de wedertewerkstelling van de ambtenaar die bij afloop van zijn terbeschikkingstelling zijn "terugneming" aanvraagt, ofschoon hij in zijn betrekking vervangen werd ; normaal zou dat geval in artikel 3 van het onderhavige ontwerp behandeld moeten worden.

Artikel 5.

Artikel 5, derde lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"Elk van die lijsten vermeldt de graad van iedere betrekking, het niveau van die graad, de taalrol van de ambtenaar die hem bekleedde en de voorwaarden waaronder hij wordt verkregen".

\+

\+ \+

Artikelen 6 en 8.

Artikel 6, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"Zij delen aan diezelfde Minister, met vermelding van de graad, van de rangschikking en van de taalrol, de naam mede van de op grond van artikel 10 van het koninklijk besluit van ... ter beschikking gestelde ambtenaren".

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, wordt hier bedoeld artikel 10 van een nieuw besluit betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel, waarvan het ontwerp voor advies aan de Raad van State is voorgelegd (L.8655).

Artikel 6 van het ontwerp zal moeten worden aangevuld wanneer dat nieuwe besluit zal zijn vastgesteld.

Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 8 van het ontwerp.

\+

\+ +

Artikel 7.

Artikel 7 van het ontwerp luidt als volgt :

"De overheden belast met het werven van het personeel der Rijksbesturen kunnen noch aanwerven, noch een wervingsexamen inrichten zonder rekening te houden met de rechten welke dit besluit aan de weder tewerk te stellen ambtenaren toekent".

Waar het ontwerp spreekt van "de rechten" van de ambtenaar op wedertewerkstelling, gebruikt het een terminologie die niet gebruikelijk is inzake statuut van het Rijkspersoneel. Ter wille van de overeenstemming lezen artikel 7 van het ontwerp als volgt :

.../...

"Artikel 7.-

De overheden die belast zijn met de werving van het personeel der Rijksbesturen mogen niet aanwerven of een vergelijkend wervingsexamen inrichten, alvorens de ambtenaren die voor toepassing van dit besluit in aanmerking komen, weder te werk gesteld zijn".

\+
\+ +

Artikel 12.

In verband met de verwijzing naar artikel 63 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, verwijst de Raad van State naar de opmerking betreffende dat artikel in zijn advies L.8594.

\+
\+ +

Artikel 17.

Artikel 17 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 17.-

Dit besluit is van toepassing op de stagiairs, kandidaat-Rijksambtenaren.

De tijdperken der instantie van wedertewerkstelling maken een onderbreking van de stagedienst uit".

Bij deze bepaling zijn drie opmerkingen te maken :

I. Wedertewerkstelling veronderstelt noodzakelijk dat de ambtenaar een betrekking bekleedde die opgeheven of hem wegens lichaamsongeschiktheid ontnomen is. Zij is niet denkbaar voor stagiairs, kandidaat-ambtenaren van niveau I, die gedurende hun stage geen betrekking bekleden.

.../...

Artikel 17 van het ontwerp moet dan ook worden gewijzigd, opdat daaruit blijkt dat het geen toepassing vindt op stagiairs, kandidaat-ambtenaren van niveau I.

II. Daarentegen lijkt wedertewerkstelling wel mogelijk te zijn voor stagiairs, kandidaat-ambtenaren van de overige drie niveaus. Zij zijn geen Rijksambtenaar meer (artikel 27 van het statuut - L.8594), maar volgens de gemachtigde ambtenaar bekleden zij toch betrekkingen ; artikel 34 van het statuut lijkt die zienswijze te bevestigen, waar het bepaalt dat de stage onder meer kan worden verlengd op "een voorlopig voorstel van de dienstchef die de betrokken stagiair onder zijn gezag heeft".

De Raad van State verwijst naar zijn advies over het ontwerp L.8594, waarin hij oordeelt dat de juiste toestand van de stagiairs, kandidaat-rijksambtenaren van de niveaus 2 , 3 en 4 nader moet worden omschreven.

III. De "tijdperken der instantie van wedertewerkstelling" worden beschouwd als periodes van werkelijke dienst (artikel 24 van het ontwerp).

Artikel 17 is derhalve niet in overeenstemming met artikel 27quater van het statuut (L.8594), hetwelk bepaalt :

"Onverminderd de bepalingen die genomen zijn of kunnen genomen worden betreffende de schorsing van de stage ten opzichte van de stagiairs van het niveau I wordt de stage geschorst door elke andere administratieve stand dan de dienstactiviteit".

.../...

Zoals de Raad van State in zijn advies over het statuut (L.8594) zegt, zou artikel 27quater moeten worden aangevuld ten einde daarin ook te rekenen met mogelijke perioden van wedertewerkstelling.

+

\+ +

Artikel 21.

Om de redenen die opgegeven zijn onder artikel 7, leze men artikel 21, tweede lid, van het ontwerp als volgt :

"Op voorlopig weder te werk gestelde ambtenaren moet een maatregel van vaste wedertewerkstelling worden toegepast overeenkomstig artikel 20".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.